

GROUPE DU PORTE-PAROLE

S P R E C H E R G R U P P E

GRUPPO DEL PORTAVOCÊ

BUREAU VAN DE WOORDVOERDER

S P O K E S M A N S G R O U P

P-15/72

NOTE D'INFORMATION • INFORMATISCHE AUFZEICHNUNG
NOTA D'INFORMAZIONE • TER DOCUMENTATIE • INFORMATION MEMO

NO ENGLISH

Bruxelles, mars 1972.

P-15

HARMONISATION DES STRUCTURES DES ACCISES

Au cours de sa réunion du 23 février 1972, la Commission a arrêté cinq propositions de directives concernant l'harmonisation des accises et une proposition de décision créant un Comité des accises.

Cette harmonisation s'inscrit dans le cadre de la réalisation par étapes de l'Union économique et monétaire qui doit permettre à la Communauté, aux termes de la résolution du Conseil et des Représentants des Gouvernements des Etats membres du 22 mars 1971, de "constituer une zone à l'intérieur de laquelle les personnes, les biens, les services et les capitaux circulent librement et sans distorsion de concurrence". A cet effet, cette résolution prévoyait qu'au cours d'une première étape de trois années débutant le 1.1.71, le Conseil, sur proposition de la Commission, statuerait sur des mesures concernant l'harmonisation du champ d'application, de l'assiette et des modalités de perception des accises, notamment de celles qui exercent une influence sensible sur les échanges.

C'est donc pour répondre aux engagements pris dans le cadre de cette résolution et aux objectifs que celle-ci poursuit que la Commission vient de transmettre au Conseil les cinq propositions de directive évoquées.

La première de ces directives est une directive cadre qui fixe la liste des accises à harmoniser, ces accises étant les seules qui, à côté de la TVA, devront exister à l'intérieur de la Communauté, lorsque sera réalisée la suppression des taxations à l'importation et des détaxations à l'exportation, c'est-à-dire en fait lorsque sera achevée la réalisation de l'Union économique et monétaire. Ces accises sont au nombre de cinq, à savoir celles frappant le tabac, les huiles minérales, l'alcool, le vin et la bière. Toutes les autres impositions frappant des produits, quelles que soient leur forme, leur appellation et leur destination budgétaire, devront donc disparaître progressivement, afin que, lors de l'achèvement de l'Union économique et monétaire, ne subsistent que la T.V.A. et ces cinq accises. La possibilité reste cependant ouverte d'instituer d'autres impôts frappant des produits, si la nécessité s'en fait sentir. Par ailleurs, afin de tenir compte des conditions particulières à chaque Etat membre et en particulier des nécessités budgétaires, il est prévu que pourront subsister, ou être introduites, des taxes frappant un produit ou un groupe de produits, à la condition qu'elles ne fassent pas l'objet de compensations aux frontières intracommunautaires. Ainsi pourront subsister par exemple des taxes particulières perçues au stade du détail.

De cette directive-cadre, il découle que les Etats membres devront ou aménager toutes les accises qui frappent des produits autres

que ceux énumérés ci-dessus, notamment celles frappant le sucre, le cacao, le café, le thé de sorte qu'elles ne fassent plus l'objet de compensations aux frontières, ou les supprimer. Aucun calendrier n'est fixé pour le moment pour cet aménagement ou cette suppression, seul le terme final étant prévu.

Les quatre autres propositions de directives arrêtées par la Commission concernent l'alcool, le vin, la bière et les boissons en mélange.

La proposition de directive portant harmonisation des accises sur l'alcool prévoit de soumettre à l'accise sur l'alcool les boissons à base d'alcool et les boissons à base de vin (vins aromatisés, vins de liqueur), l'alcool contenu dans tous les autres produits étant exonéré. Pour toutes les boissons à base d'alcool, l'accise par hectolitre d'alcool pur devra être la même, des taux réduits étant prévus uniquement pour les boissons à base de vin. Un régime particulier transitoire est prévu pour les petites distilleries.

Le projet de directive portant harmonisation des accises sur le vin prévoit de soumettre le vin à une accise qui ne peut être inférieure à 1 u.c. par hectolitre, cette accise pouvant être différenciée en fonction du caractère des vins (vins mousseux, vins de qualité produits dans des régions déterminées).

La proposition de directive portant harmonisation des accises sur la bière prévoit d'imposer la bière et non plus le moût comme c'est le cas dans plusieurs Etats membres, la bière étant répartie pour les besoins de la perception en plusieurs classes correspondant à celles existant au plan commercial; des rapports de taxation sont fixés entre ces différentes classes. Un régime particulier transitoire est prévu pour les petites entreprises.

Ces trois directives prévoient, en outre, les modalités de contrôle de la production, de la circulation et de la détention des produits en cause ainsi que les modalités de recouvrement de l'accise.

La directive concernant les boissons en mélange vise à introduire un système harmonisé d'imposition des divers mélanges qui peuvent se présenter sur le marché.

Quant aux accises sur les tabacs manufacturés et les huiles minérales qui doivent également être harmonisés, il convient de préciser que le Conseil a déjà été saisi d'une proposition de directive en vue de l'harmonisation de l'accise sur les tabacs manufacturés en date du 20.11.70 et qu'il est envisagé de le saisir d'une proposition d'harmonisation de l'accise sur les huiles minérales vers la fin de l'année 1972.

La proposition de décision transmise par la Commission au Conseil vise à créer un Comité des accises pour la mise en oeuvre de mesures communautaires d'application de ces différentes directives.